

**REUNION SUR LA SITUATION EN
CENTRAFRIQUE DIMANCHE 28
DECEMBRE 2014 A 14H00**

SALLE LA PLANCHETTE

149, AVENUE ROGER SALENGRO

94500 CHAMPIGNY – SUR – MARNE

Pendant qu'on est en train d'exterminer le peuple centrafricain, des êtres abominables, qui n'ont absolument rien à faire de ce drame, s'activent pour rencontrer les assassins et criminels responsables de ce chaos pour des prétendus dialogues, dans le seul et unique but de trouver à se goinfrer du sang des nôtres.

Il ya dix jours la population de **MBRES**, victime des pires atrocités a vu une centaine de maisons de la ville incendiées et quelques dizaines d'habitants assassinés.

Depuis des semaines, des centaines de personnes, à majorité de jeunes filles, en provenance de **MBRES**, fuyant les massacres qui se perpétuent, arrivent au camp des déplacés situé à l'Evêché de **KAGA – BANDORO** où elles n'ont encore pas bénéficié d'une assistance humanitaire ; Des enfants ont disparu au moment de la fuite car affolés, pendant que leurs parents étaient au champs, ceux – ci couraient dans tous les sens et ont fini par se perdre dans la nature. C'est là que les forces internationales ont établi leur 3^{ème} centre de commandement dont on se demande à quoi ser-t-il.

Dans la nuit du jeudi 25 décembre 2014, un groupe de malfrats puissamment armés ont abattu un homme qui passait à moto devant l'Ecole Normale Supérieure de Bangui, ont récupéré la moto avant de jeter le corps de la victime dans le fossé. La présence des éléments de la MINUSCA à l'hôpital communautaire n'a pas inquiété ces criminels. Des tirs ont retenti dans différents secteurs de la Ville pendant cette même nuit.

A **BODA**, où tous les bâtiments administratifs sont en ruine, la persistance de l'insécurité n'encourage pas les agents de l'administration, affectés dans cette localité située à 187 km de BANGUI, à rejoindre leur lieu d'affectation. Ceux qui sont sur place n'ont aucun matériel de travail ni où dormir. Face à ce dénuement administratif, l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) a du mettre à disposition, d'un Procureur complètement démuni, son bureau pour un certain temps. Les rares établissements scolaires de la localité existant ne disposent pas de tables – bancs.

Pour les agents de l'Etat dans la Ville de **BOSSANGO**, la reprise des activités est un défi. Le tribunal, la maison d'arrêt, le bureau de la douane, celui du commissariat de police, des impôts ne sont pas encore en état d'être utilisés. Les agents de ces services se sont regroupés dans un local de la mairie en attendant une hypothétique reprise du travail. Le Président du Tribunal travaille à la gendarmerie.

La Ville de **MBOKI** dans le Sud - Est, abandonnée aux assassins et criminels du dégénéré Joseph KONY, n'est pas joignable car la communication téléphonique, monopole de Télécel, est interrompue depuis plusieurs jours.

A **BABOUA**, du 9 au 11 décembre 2014, des éleveurs peulhs ont incendié quarante deux maisons et tué trois personnes dans les villages environnants de **BELARMON** et **NDONGORI**. Les victimes de ses incendies, qui ont tout perdu, sont toujours dans l'attente d'une éventuelle assistance humanitaire. Ces actes criminels venant des peulhs succèdent aux multiples cas d'enlèvement auxquels se sont longuement livrés les tueurs assassins et criminels de fameux Abdoulaye MISKINE du FDPC.

Comment des ces conditions on ne puisse pas se mobiliser pour :

- La reconstitution des Forces Armées Centrafricaine (FACA),
- La stricte application de la résolution 2149 du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui recommande le désarmement des tous ces assassins et criminels qui sèment la mort et la désolation à travers notre pays pays depuis maintenant plusieurs années.

Les centrafricains établis en France doivent se résoudre à montrer l'exemple du bon sens, de l'honneur, de la dignité, du respect, de l'honnêteté, et procéder à la mise en place d'une liste électorale à l'ambassade en vue d'organiser l'élection du représentant des Centrafricain établis en France comme interlocuteur crédible des autorités françaises et consulaires centrafricaines....

Pour se rendre à la réunion, prendre le RER A direction BOISSY SAINT LEGER descendre à JOINVILLE - LE - PONT - Bus 108 et 110 Arrêt Plage de CHAMPIGNY - **149 Avenue Roger Salengro.**

CONTACTS : +(33)6 85 65 61 19 / +(33)6 30 45 39 24 / +(33)6 75 69 92 06 / +(33)7 86 49 88 79 / +(33)7 61 39 58 17

COMITE D'ACTION POUR LA CONQUETE DE LA DEMOCRATIE EN CENTRAFRIQUE